

Bataille lancée sur l'avenir démographique

CAMPAGNE L'UDC ne veut pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants dans vingt-cinq ans. Son initiative sera soumise à la population le 14 juin prochain, a décidé hier le Conseil fédéral. Les enjeux du scrutin sont tels que les opposants montrent déjà les muscles

ANNICK CHEVILLOT, BERNE

L'initiative de l'UDC visant à limiter la population suisse à 10 millions d'habitants d'ici à 2050 place au cœur du débat un choix fondamental: la Suisse doit-elle fixer une limite constitutionnelle à sa croissance démographique ou une telle mesure met-elle en péril sa prospérité et sa stabilité internationale? La population tranchera le 14 juin prochain dans les urnes, comme l'a décidé hier le Conseil fédéral. D'ici là, la campagne s'annonce musclée.

Pour le plus grand parti du pays, ce projet se veut «durable». A l'inverse, l'Union syndicale suisse (USS) évoque une «initiative du chaos». Dans un communiqué, le syndicat a réagi avec force: «L'initiative UDC vise à résilier la libre circulation des personnes et, partant, à mettre fin aux accords bilatéraux avec l'Union européenne. Une telle rupture ferait peser une pression accrue sur les salaires et menacerait l'emploi.»

Entre les deux bords, les milieux économiques sortent aussi l'artillerie lourde pour contrer cet objet. A l'instar de la Fédération des entreprises romandes (FER) de Genève qui a dévoilé, fin janvier, une étude sur les conséquences de cette initiative: vieillissement accéléré de la population, aggravation de la pénurie structurelle de main-d'œuvre et mise en péril des accords économiques et sécuritaires avec l'Union européenne (UE). Le président de la FER, Ivan Slatkine, avait été très clair: «Cette initiative retire à notre économie l'oxygène qui la maintient en vie». Pour l'Union patronale suisse et Economiesuisse, les conséquences au quotidien seraient désastreuses, comme le relève la NZZ: si les entreprises en Suisse ne peuvent plus recruter suffisamment de personnel, elles délocaliseront leurs sites à l'étranger ou les développeront hors du pays. De quoi faire «chuter massivement» les recettes fiscales.

Mais qu'en est-il vraiment? Pour l'UDC, la situation est claire: la Suisse grandit trop vite. La population a fortement augmenté ces dernières décennies, principalement en raison de l'immigration. Routes saturées, trains bondés, loyers en hausse, pression sur les écoles et les hôpitaux: pour le parti, ces phénomènes sont les symptômes d'un pays qui approche de ses limites physiques. Dans un territoire restreint, au relief contraignant, chaque million d'habitants supplémentaire accentue la densification, grignote les terres agricoles et transforme durablement les paysages.

Population vieillissante

Les partisans évoquent également la durabilité, qui donne son nom à cette initiative. Plus d'habitants signifie plus de consommation d'énergie, plus de trafic, plus de béton. A leurs yeux, maîtriser la démographie est une condition préalable à toute poli-

tique environnementale crédible. Ils mettent aussi en avant la souveraineté du pays. Ainsi, la Suisse devrait pouvoir décider elle-même du volume d'immigration qu'elle accepte, sans se voir contrainte par des engagements internationaux jugés trop contraignants. Si certains accords limitent cette marge de manœuvre, ils estiment qu'il faut avoir le courage de les renégocier.

Le débat dépasse la simple question des 10 millions. Il oppose deux visions du pays

Dans ce combat, l'UDC part seule. Tous les partis, le parlement et le Conseil fédéral rejettent ce projet. Trop dangereuse, voire suicidaire, pour ses

opposants, l'initiative représente une réponse simpliste à des défis complexes. L'économie suisse repose largement sur la main-d'œuvre étrangère. Hôpitaux, PME industrielles, hautes écoles, secteur de la construction ou hôtellerie: tous dépendent de travailleurs venus de l'étranger. Dans un pays confronté au vieillissement démographique, restreindre fortement l'immigration pourrait aggraver les pénuries de personnel, freiner l'innovation et fragiliser le financement des assurances sociales.

Un point explosif

Mais le point le plus explosif concerne les relations avec l'Union européenne. La libre circulation des personnes fait partie des accords bilatéraux I. Si la Suisse devait limiter unilatéralement l'immigration européenne pour respecter le plafond des 10 millions, elle entrerait en collision avec cet accord. Or ces accords sont liés par la «clause

guillotine»: la dénonciation de l'un pourrait entraîner la fin de l'ensemble du paquet, qui régit des domaines essentiels comme l'accès au marché, les transports, l'agriculture ou la recherche. Pour les milieux économiques et une large partie du monde politique, le risque est immense: insécurité juridique, affaiblissement des exportations, marginalisation progressive de la Suisse au cœur de l'Europe.

En définitive, le débat dépasse la simple question des 10 millions. Il oppose deux visions du pays. L'une met l'accent sur la protection des ressources et la souveraineté, quitte à bousculer les équilibres internationaux. L'autre privilégie l'ouverture, la flexibilité et la collaboration européenne, estimant que la prospérité et la stabilité du pays en dépendent. La votation à venir ne tranchera pas seulement une question démographique. Elle définira durablement l'orientation stratégique du pays pour les décennies à venir. ■